TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

ACTION EN REPARATION DE
PREJUDICE

AFFAIRE

ABDOUL AZIZ YAYE HABI

(SCPA MLK)

Contre

SOCIETE LOGISTIQUE PLUS

(Me DJIBO HAMA)

DECISION:

SPC, en matière commerciale, en premier et dernier ressort :

- Rejette l'exception de nullité de l'assignation et les fins de non-recevoir tirées du défaut de qualité et du droit d'agir soulevée par la société Logistique plus ;
- Déclare recevable Abdoul Aziz Yayé Habi en son action, régulière en forme ;
- Au fond, dit que l'immobilisation du camion de Abdoul Aziz Yayé Habi par la société Logistique Plus est abusive ;
- Condamne, en conséquence, la société Logistique Plus à payer à Abdoul Aziz Yayé Habi la somme de 6 600 000 F CFA en réparation du préjudice subi de ce effet ;
- La condamne également à lui payer la somme de 1.000.000 F CFA au titre des frais irrépétibles ;

Le Tribunal de Commerce de Niamey, statuant en matière commerciale en son audience publique du **vingt-deux mai deux mille vingt-quatre**, tenue au palais dudit Tribunal par Madame **MANI TORO Fati**, Présidente, en présence de Messieurs **Oumarou Garba et Bernard Antoine Gerard Delanne**, tous deux Juges consulaires avec voix délibératives, avec l'assistance de **Maitre Mazida Sidi**, greffière a rendu le jugement dont la teneur suit :

ENTRE :

ABDOUL AZIZ YAYE HABI, né le 04 septembre 1986 à Niamey Entrepreneur de nationalité Nigérienne demeurant à Berlin/Allemagne assisté de la SCPA Martin Luther King avocats associés, Koira Kano, Villa 41, rue 39, B.P : 179 Niamey - Niger, tel 20 35 06 06 en l'étude duquel domicile est élu pour la présente et ses suites.

Demandeur

D'une part,

ET

LA SOCIETE LOGISTIQUE PLUS SARLU ayant son siège social à Niamey assistée de Me Djibo Hama Harouna avocat à la cour

Défenderesse,

D'autre part.

- Déboute Abdoul Aziz Yayé Habi du surplus de ses demandes ;
- Dit que l'exécution provisoire est de droit ;
- Condamne la société Logistique plus aux dépens.

LE TRIBUNAL

Par acte d'huissier en date du 04 mars 2024, Mr Abdoul Aziz Yayé assisté de la SCPA MLK assignait la société Logistique plus assistée de Me Djibo Hama, avocat à la cour devant le tribunal de céans statuant en matière commerciale à l'effet d'y venir la société Logistique plus, recevoir son action en la forme, constater qu'à la date de la présente assignation son camion a totalisé deux cent onze jours d'immobilisations ; dire que cette immobilisation lui a causé un manque à gagner de seize million huit cent quatre-vingt mille (16 880 000) FCFA ; la condamner à lui payer ledit montant ; la condamner également à lui payer la somme de trois millions (3 000 000) FCFA au titre de frais exposés et non compris dans les dépens ; dire que l'exécution provisoire est de droit et la condamner, enfin, aux dépens ;

Il expliquait qu'il est propriétaire d'un camion de marque SCANIA Immatriculé BL 8011 NY. Ce camion fut affrété par la société Logistique plus pour transporter des marchandises de Gao /Mali à Cotonou/Benin en passant par Niamey courant mois de juillet 2023.

Aussi, arrivé à Niamey le 02 Aout 2023, le chauffeur fut instruit par la société Logistique Plus de stationner dans leur parking et cela fait 211 jours que le camion et la marchandise sont immobilisés alors que la marchandise devrait être livrée dans 14 jours selon l'accord des parties ;

Il ajoutait que les démarches entreprises pour un règlement amiable de l'affaire n'ont pas abouti à un résultat positif ; le représentant légal de ladite société déclarait dans une sommation de payer du 11 Janvier 2024 qui lui a été adressée que le camion ne serait libéré que quand la marchandise aurait été livrée au lieu convenu ;

Ainsi, il lui proposa une indemnité journalière de 80 000 FCFA en compensation du manque à gagner lié à l'immobilisation du camion ; mais celle-ci ne réagit pas à ladite proposition d'où la présente saisine ;

Il estime d'une part que le tribunal de céans est compétent pour trancher le présent litige sur la base de l'article 17 de la loi sur le tribunal de commerce et 3 de l'acte uniforme sur le droit commercial général et qu'il a subi d'énormes préjudices du fait de ladite immobilisation dont il demande réparation sur la base de l'article 1382 du code civil ;

D'autres part, il soutient que Logistique plus doit supporter les frais exposés pour diligenter la présente instance notamment les frais d'avocats, des actes et procédure et que l'exécution provisoire est de droit en application de l'article 51 de la loi 2019-01 sur le tribunal de commerce et 391 du code de procédure civile ;

Par conclusion en date du 1^{er} Avril 2024, la société Logistique Plus sollicite du tribunal de céans en la forme au principal, constater que Yayé Habi Abdoul Aziz n'est pas créancier saisissant déclarer irrecevable son action pour violation de l'article 61 de L'AUPSRVE ; subsidiairement constater qu'elle n'est pas liée à Yayé Habi Abdoul Aziz par un quelconque contrat de transport de marchandises ; en conséquence, déclarer irrecevable son action pour violation des articles 1199 et 13 du code de procédure civile ; Au fond, très subsidiairement constater que l'immobilisation du camion en cause est du fait de la force majeure ; dire qu'il n'y a pas lieu à condamnation au paiement pour l'immobilisation de ce fait ; très très subsidiairement, constater que la demande des frais d'immobilisation n'est pas fondée ; le débouter de ses demandes fins et conclusions ; le condamner à lui payer la somme de 10 000 000 FCFA à titre reconventionnelle ; ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir nonobstant toutes voies de recours sur minute et avant enregistrement et le condamner aux dépens ;

Elle exposait qu'à la fin de la mission de la MUNISMA du contingent Allemand stationné au Mali, le rapatriement de leur bien de Gao au port de Cotonou en passant Niamey fut confié à la société Logistique Plus qui approchait Mr Issa Abdou Samba chauffeur du camion en cause pour le transport du conteneur N°TDTU 459947342 G1 immatricule 5715 ;

Elle ajoutait que c'est à leur arrivé à Niamey que le coup d'état du 26 Juillet 2023 est intervenu suivi des sanctions de la CEDEAO dont celle de la fermeture de la frontière entre le Niger et le Benin ;

Elle ajoutait qu'elle avait dû rebrousser chemin à la sortie de la ville de Niamey pour évacuer la voie et permettre à l'armée Nigérienne de se positionner entre les deux frontières suite à la menace de guerre contre le Niger ;

Ainsi, elle était obligée de revenir stationner en attendant la

stabilisation de la situation lorsqu'une sommation de payer de payer lui fut adressée le 11 janvier 2024 par Issa Abdou Samba pour obtenir le paiement de la somme de 9 440 000 FCFA représentant les frais d'immobilisation du camion pour 118 jours en raison de 80 000 FCFA par jour ;

Mr Issa Abdou Samba sollicitait et obtenait du président du tribunal de commerce une ordonnance aux fins de saisie conservatoire du 25 janvier 2024 avant de saisir le conteneur à lui confier pour le transport pour avoir paiement de la somme de 10 583 360 FCFA. Ladite saisie faisait l'objet de dénonciation le 06 février 2024 avant d'assigner le 04 mars 2024 devant le tribunal de céans.

Elle soutient que Yayé Habi Abdoul Aziz n'est pas le créancier saisissant car c'est Issa Abdou Samba qui pratiquait la saisie conservatoire et il lui appartient en vertu de l'article 61 de l'AUPSRVE d'introduire dans un délai d'un mois la procédure pour l'obtention d'un titre exécutoire après la saisie conservatoire ; aussi, Yayé Habi Abdoul Aziz ne dispose pas du droit d'agir en vertu de l'article 13 du code de procédure civile ;

Elle estime également que celui-ci, n'ayant pas signé le contrat de transport de marchandises avec Logistique Plus, n'est qu'un tiers audit contrat en vertu de l'article 1199 du code civil qui ne peut ni en demander l'exécution ni se voir contraint de l'exécuter ;

Aussi, de ce fait l'action doit être déclarer irrecevable ;

La société Logistique Plus prétend que la demande de paiement n'est pas fondée car non seulement l'immobilisation est un fait lié à la force majeure en vertu de l'article 1148 du code civil mais aussi que les frais d'immobilisation ont été déterminés sans aucune base légale en violation de l'article 1353 du code civil ;

Elle fait remarquer que Yayé Habi Abdoul Aziz l'a impliqué dans une procédure abusive et vexatoire sans fondement qu'il convient de le condamner sur la base des articles 1382 du code civil et 51 du code de procédure civile au paiement de la somme de 10 000 000 FCFA à titre reconventionnelle comme dommages-intérêts ;

Par conclusions en réplique et additionnelles, Abdoul Aziz Yayé Habi sollicite du tribunal de constater que les demandes de la défenderesse sont mal fondées et l'en débouter ; le

recevoir en la forme constater que son camion a fait l'objet d'une rétention abusive de 244 jours qui lui a causé un manque à gagner de 19 520 000 FCFA ; si le tribunal passe outre la demande d'octroi de la somme de 19 520 000 FCFA, il sollicite qu'il lui soit alloué l'indemnité compensatrice de son manque à gagner sur la base des modalités et montants indiqués par le Syndicat Démocratique des Routiers du Niger (SDRN) ; condamner Logistique plus à lui payer ledit montant ; la condamner à lui payer la somme de 3 000 000 FCFA à titre de frais exposés et non compris dans les dépens ; dire que l'exécution provisoire est de droit ; la condamner aux dépens ;

Il soutenait qu'il a qualité et intérêt pour agir en vertu de l'article 12 du code de procédure civile car Issa Abdou Samba qui a conclu le contrat de transport a agi en son nom et pour son compte conformément aux articles 1984 et 1985 du code civil ; sa qualité de mandant et propriétaire de camion lui donne pouvoir pour agir en justice après la rétention dudit camion ;

Il estime aussi que la force majeure évoquée par la société Logistique Plus ne peut prospérer car non seulement le caractère insurmontable de la situation n'est pas établi mais aussi que son action se fonde sur responsabilité civile afin d'obtenir réparation du manque à gagner du fait de rétention abusive de véhicule ; il ne s'agit pas d'une action relative à l'inexécution d'une obligation contractuelle ; le camion et son chargement furent déposés dans un garage de la défenderesse sans possibilité de déplacement ou de déchargement sur instructions fermes de celle-ci ;

Il indique qu'il avait estimé à la somme de 16 880 000 FCFA pour les 211 jours d'immobilisation en raison de 80 000 FCFA par jour bien que son manque à gagner lié à ladite immobilisation est important y égard au montant du contrat de transport de 135 714, 28 FCFA par jour pour une convention de 14 jours ; Ainsi, le camion ayant été libéré en début Avril 2024 avec 244 jours de rétention, le montant sera de 19 520 000 FCFA dont il demande le paiement par demande additionnelle ;

Il sollicitait, à défaut de ce montant, de lui allouer l'indemnité compensatrice de son manque à gagner sur la base des modalités et montants indiqués par le Syndicat Démocratique des Routiers du Niger qui déclarait par Sommation de Dire du 12 Mars 2024 qu'en cas d'immobilisation d'un camion, le

propriétaire a droit à une indemnité journalière 20 000 FCFA pour le 5^e et le 6^e jours et 40 000 FCFA à compter du 7^e jour jusqu'à la libération du véhicule sauf les Week end et les jours fériés;

De plus, il prétend que la demande reconventionnelle de logistique Plus n'est pas fondée car il s'agit de l'exercice d'un droit dont le caractère abusif de l'action n'a pas été démontré.

Par conclusions en duplique en date du 22 Avril 2024, la société Logistique plus sollicite de déclarer nulle l'assignation du 04 mars 2024 ; déclarer irrecevable l'action pour défaut de qualité d'agir ; au fond, elle réitère l'essentielle de ses précédentes demandes ;

Elle soutenait que l'assignation du 04 Mars 2024 viole les dispositions de l'article 79 du code de procédure civile qui dispose que «**au point 3) que si le requérant est une personne morale, sa forme, sa dénomination, son siège social son adresse complète et l'organe qui la représente légalement** » ; en effet, Abdoul Aziz Yayé Habi a assigné la société Logistique plus pour rétention abusive d'un camion 8 L 8011 NY dont le certificat d'immatriculation indique qu'il s'agit de la propriété des Etablissements ABDOULAZIZ, personne morale et en tant que telle, il lui appartient d'assigner; ainsi, l'absence de mentions prescrites à l'article précité est une violation qu'il convient de sanctionner par la nullité de l'assignation ;

Elle prétend aussi que Abdoul Aziz Yayé Habi, n'étant, lui-même, pas propriétaire dudit camion, ne peut donner procuration à Issa Abdou Samba pour agir ; de plus, ladite procuration est verbale en violation de 1988 du code civil car les attestations versées au dossier indiquent qu'il s'agissait de mandat verbal, pas expresse ; elle estime qu'en vertu de l'article 13 du code de la procédure civile, l'action de Abdoul Aziz Yayé Habi est irrecevable pour défaut de qualité pour agir ;

Elle fait remarquer que tous les éléments de la force majeure sont réunis contrairement aux prétentions de Abdoul Aziz Yayé Habi ; les faits sont bel et bien insurmontables y égard aux circonstances de leur intervention ; si le PV de constat du 06 Janvier 2024 fait ressortir les déclarations de Mr Seyni Hamani, gardien du garage où est stationné le camion, selon lesquelles le camion était sous sa responsabilité et que le chauffeur ne peut y toucher sans autorisation préalable de Logistique Plus, le même

gardien déclarait le contraire lorsqu'il fut saisi par sommation interpellative du 15 Avril 2024.

En effet, le chauffeur, ayant plein contrôle du camion en détenant régulièrement les clés et les documents de voyage, n'a reçu aucune instruction contraire même si elle leur a rappelé que la marchandise demeurait sous la responsabilité du chauffeur sur la partie du transport jusqu'à la destination finale à Cotonou ;

De plus, le montant réclamé à titre frais d'immobilisation n'est pas fondé même avec la demande additionnelle et la déclaration sur sommation de Dire du 12 mars 2024 de Mr Yayé Amadou du Syndicat des routiers du Niger ;

A la barre du tribunal, les parties ont réitéré leur demande après la révocation de l'ordonnance de clôture à la demande de Yayé Habi Abdoul Aziz ; une autre a été prise après la production par celui-ci d'un extrait RCCM lié aux établissements ABDOULAZIZ.

Il plaidait que l'Etablissement ABDOUL AZIZ est une entreprise individuelle qui ne dispose de personnalité juridique pour ester en justice et qu'il lui appartient en tant promoteur de ladite entreprise de le faire ; ainsi rejeter la demande de nullité de l'assignation de ce fait ;

La société Logistique Plus estime que bien que l'unicité du patrimoine soit connue en principe néanmoins l'exception réside au bien affecté à l'entreprise individuelle comme le cas du véhicule en cause ; elle demande ainsi de faire droit à sa demande ;

DISCUSSION

EN LA FORME

Du caractère de la décision

Les deux parties ayant été représentées à l'audience par leurs avocats respectifs, la décision sera contradictoire à leur égard ;

De la nullité de l'assignation

La société Logistique plus sollicite du tribunal d'annuler l'assignation du 04 Mars 2024 pour violation de l'article 79 du code de procédure civile car elle est introduite sans les mentions prescrites aux personnes morales ;

Abdoul Aziz Yayé Habi sollicite le rejet de cette demande car les Etablissements Abdoul Aziz est une entreprise individuelle qui ne dispose pas de personnalité juridique pour ester en justice ; ainsi, il se confond avec la personne de son promoteur ;

Il est établi qu'en l'espèce, l'assignation a été introduite par Abdoul Aziz Yayé Habi, promoteur de l'entreprise individuelle Etablissement ABDOUL AZIZ comme le révèle l'extrait du RCCM en date du 1^{er} juin 2023 ;

En effet, de telles entreprises sont dépourvues de personnalité juridique et se confondent à la personne de leur promoteur ;

Aussi, même si celui-ci n'a pas indiqué dans son assignation sa qualité de promoteur de ladite entreprise, il n'en demeure pas moins que la régularisation a été effectuée en versant au dossier un extrait du RCCM pour reconnaître et expliquer sa qualité de promoteur de ladite entreprise ;

De plus, la nullité, faute de grief, ne peut être retenue dès lors que la défenderesse n'a pas expliqué l'atteinte portée à ses droits de la défense surtout qu'elle a communiqué ses écritures et pièces ;

Il s'infère que la régularisation étant intervenue et la défenderesse n'a pas subi de grief de ce manquement de sorte que la nullité invoquée ne peut prospérer, il y a lieu de rejeter par conséquent cette exception ;

Du rejet des fins de non recevoir

La société Logistique Plus sollicite du tribunal de déclarer irrecevable l'action de Abdoul Aziz Yayé Habi car non seulement il n'est pas créancier saisissant en violation de l'article 61 de l'AUPSRVE mais aussi qu'elle n'a pas signé de contrat de transport de marchandises avec lui en violation de l'article 1988 du code civil ;

Abdoul Aziz Yayé Habi sollicite le rejet de cette demande en soutenant qu'il avait donné mandat verbal Issa Abdou Samba et qu'il est propriétaire du camion en cause ;

Aux termes de l'article 13 du code de procédure civile **est irrecevable toute prétention émise par ou contre une personne dépourvue du droit d'agir ;**

Il importe de relever d'une part que même si l'article 1988 du code civil prévoit un mandat express en matière de propriété comme le soutient la défenderesse néanmoins le mandat par déclaration verbale n'est pas exclu surtout qu'il s'agit d'une représentation en justice ;

Aussi, selon l'article 52 du même texte « **le mandat de représentation en justice emporte pouvoir d'engager le mandat et obligation d'accomplir en son nom tous les actes de procédures nécessaires ou utiles à l'instance** » ; D'ailleurs selon l'article 54 du code de procédure civile : « **le mandataire justifie de son mandat par un pouvoir spécial écrit ou par déclaration verbale de la partie comparaissant avec lui devant le juge** » ;

D'autre part, le véhicule en cause appartenant à l'Etablissement ABDOUL AZIZ qui est une Entreprise individuelle dont le promoteur est Abdoul Aziz Yayé Habi, il ne peut lui être dénié le droit d'agir à la présente instance ;

En outre, la question de relative aux dispositions de l'article 61 de l'AUPSRVE ne se pose pas à la présente instance ; la procédure visée par ledit article est introduite devant le juge de l'exécutions dans un délai d'un mois à compter de la dénonciation de la saisie ; il s'agit en l'espèce d'une action en réparation de préjudice pour laquelle le demandeur dispose bel et bien de la qualité pour agir ; ainsi, ce moyen ne peut prospérer ;

Au regard de ce qui précède, Il y a lieu, dès lors, de rejeter toutes les fins de non-recevoir soulevées par la société Logistique Plus comme étant non fondées ;

L'action de Abdoul Aziz Yayé Habi étant introduite dans les forme et délai de la loi, il échet de la déclarer recevable

AU FOND

Du caractère abusif de la rétention

Abdoul Aziz Yayé Habi sollicite du tribunal de constater à travers l'assignation et la demande additionnelle que son camion a fait l'objet de rétention abusive par la société Logistique plus ;

Celle-ci sollicite du tribunal de constater qu'il n'y a pas eu

immobilisation abusive du camion en cause ; que le transport de la marchandise fut entravé par un cas de force majeure qui les exonère de toute réparation ;

Aux termes de l'article **1382 du code civil** « **tout fait quelconque l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer** » ;

Il en résulte que tout celui qui cause un dommage à autrui à travers ses actions doit le réparer ;

En effet, le demandeur reproche à la défenderesse qui est aussi son cocontractant d'avoir immobilisé son véhicule dans son garage depuis plusieurs jours ;

Celle-ci estime que la fermeture des frontières, à l'issu des sanctions de la CEDEAO contre le Niger du fait du coup d'Etat du 26 juillet 2023, les a obligés à attendre dans son garage avec la marchandise chargée sur le camion pour exécuter le contrat en cours ;

Elle affirmait que cette situation s'analyse en cas de force majeur avec la réunion de trois éléments constitutifs susceptible d'interrompre l'exécution du contrat sans entraîner une quelconque réparation ;

Il faut relever que si l'exécution du contrat fut entravée par l'hypothèse d'un cas de force majeure du fait de la fermeture de la frontière entre le Niger et le Bénin comme le soutenait Logistique plus, il n'en demeure pas moins que l'action du demandeur ne visait pas à engager la responsabilité contractuelle de Logistique ; elle vise plutôt à engager sa responsabilité civile du fait de la rétention du camion en cause depuis le 02 Aout 2023 ;

La société Logistique Plus soutenait qu'elle n'avait pas obligé le stationnement dudit véhicule transportant le conteneur dans son garage ; ce sont les évènements qui ont suivis le coup d'état du 26 juillet 2023 qui ont rendu impossible le transport jusqu'à Cotonou;

Il importe de remarquer que le gardien du garage, où est stationné le camion transportant le conteneur, Seyni Hamani

déclarait suivant Procès-verbal de constat d'huissier en date du 16 janvier 2024 que le Garage appartenait à la société Logistique plus en colocation avec une autre société et que personne n'est autorisée à prendre le camion sauf autorisation de Logistique plus ; ce même gardien nia complètement sa précédente déclaration lorsque la société Logistique Plus lui adressait une sommation interpellative le 15 avril 2024.

Mais, il est évident que Seyni Hamani, gardien du garage de la société Logistique plus, étant l'employé celle-ci, ne peut témoigner valablement pour elle y égard au lien de subordination qui existe entre eux ;

Même si la société défenderesse soutenait qu'elle n'a jamais donné l'instruction de retenir le camion en cause sur place, il n'en demeure pas moins qu'elle reconnaît avoir rappelé au chauffeur du camion que la marchandise demeure sous sa responsabilité sur toute la partie du transport jusqu'à destination finale à Cotonou par sommation de payer en date du 11 janvier 2024 ; de plus, le camion est stationné dans son garage malgré la volonté du propriétaire de le récupérer pour ses activités commerciales ;

Il s'ensuit que même si la société Logistique Plus soutient qu'elle ne retient pas ledit véhicule, elle ne le libère pas non plus expressément car la marchandise y reste chargée ;

Ainsi, y égard à la situation de la fermeture des frontières, Logistique plus, ayant son propre garage, aurait pu opter pour une solution adéquate en déchargeant le conteneur et suspendre l'exécution du contrat entre eux ; ce qui aurait permis d'attendre l'ouverture de la frontière et d'effectuer d'autres prestations par le camion ;

Ainsi, aucune autre prestation ne peut être effectuée si ledit camion reste chargé de marchandises et stationné dans le garage de logistique plus ;

Au regard de ce qui précède, il convient de dire que cette immobilisation est abusive ;

De la réparation du préjudice

Abdoul Aziz Yayé Habi sollicite de faire droit à ses demandes principale et additionnelle, qu'il a subi un manque à gagner du fait de cette immobilisation de 211 jours du 02 aout à l'assignation, puis 244 jours du 02 aout à la libération du véhicule ; il demande le paiement de 19 520 000 FCFA à défaut lui allouer l'indemnité compensatrice de son manque à gagner sur la base des modalités et montant indiqués par le Syndicat Démocratique des Routiers du Niger;

La société Logistique Plus sollicite le rejet des demandes pour absence de base légale au calcul des frais d'immobilisation qui varient de 16 880 000 FCFA à 19 520 000 FCFA ainsi que la sommation de dire du 12 mars 2024 du Syndicat Démocratique des Routiers du Niger ;

Il est évident que le montant de 80 000 FCFA par jour demandé par le demandeur est élevé même s'il estime que ce montant est en deca de la somme générée quotidiennement par le véhicule ;

De plus, la demande additionnelle a retenu 244 jours de rétention sans expliquer davantage, sans permettre de savoir à travers une pièce quelconque s'il y a eu libération du camion et la date de la libération ; aussi, si la preuve de la date de la libération n'a pas été versée au dossier, le tribunal ne saurait tenir compte ;

Le demandeur sollicitait l'application des usages commerciaux en matière d'immobilisation de véhicule de transport en décidant d'accepter le principe énoncé par le Syndicat Démocratique des Routiers du Niger (SDRN) ;

Il ressort desdits usages à travers la déclaration de Mr Yayé Amadou, chargé des négociations du SDRN, que les frais d'immobilisations sont fixés comme suit : 20 000 FCFA pour le 5^e et le 6^e jour et 40 000 FCFA à compter du 7^e jour jusqu'à la libération du véhicule ; il ajoutait que les Week end et les jours fériés ne sont pas concernés par l'indemnisation ;

Il importe de rappeler que l'application des usages, en tant que source de droit, ne pourrait être réfutée en matière

commerciale surtout à la demande d'une des parties ;

Ainsi, si le demandeur en a demandé l'application après avoir recueilli les déclarations du Syndicat Démocratique des Routiers du Niger sur sommation de dire du 12 mars 2024, il lui sera, dès lors, appliqué lesdites usages en matière d'indemnisation pour immobilisation de véhicule conformément au barème ci haut déterminé ;

Aussi, il ressort desdits usages que l'indemnisation d'une immobilisation débute au 5^e jour de l'immobilisation sans compter les jours fériés et les Week-end jusqu'à la libération du véhicule en cause ;

En l'espèce le véhicule en cause ayant été immobilisé le 02 Aout 2023 et jusqu'à la date de l'assignation en mars, il n'y a pas eu de libération car aucune preuve de la libération n'a été versée au dossier ; de ce fait, du 5^e jour au mois de mars 2024, après exclusion des jours fériés et des Week-end, le nombre de jour serait de 166 jours d'immobilisations ;

Si les 166 jours sont comptés à partir du 5^e jour et que le 5^e et le 6^e jours sont calculés à raison de 20 000 FCFA par jour et les jours restants à 40 000 FCFA par jour, le montant global pour l'indemnisation des 166 jours d'immobilisations est de 6 600 000 FCFA ;

Ainsi, au regard de ce qui précède, l'indemnité d'immobilisation du camion de Abdoul Aziz Yayé Habi serait de 6 600 000 FCFA ;

Il convient de condamner la société Logistique plus à payer à Abdoul Aziz Yayé Habi ledit montant en réparation du préjudice subi lié au manque à gagner et déboute ce dernier du surplus ;

Des frais irrépétibles

Le demandeur sollicite également la condamnation de la société Logistique plus à lui payer 3 000 000 F CFA à titre de frais irrépétibles.

Aux termes de l'article 392 du Code de procédure civile, « ***dans toutes les instances, le juge condamne la partie***

tenue aux dépens ou, à défaut la partie perdante à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens.

Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation » ;

Il s'ensuit que bien que fondée dans son principe car Abdoul Aziz Yayé Habi a été contraint de saisir les juridictions pour obtenir réparation du préjudice du fait de l'immobilisation abusive de son camion, cette demande est néanmoins élevée quant à son quantum car aucune preuve du montant demandé n'a été versée au dossier ; il convient dès lors de la ramener à un montant raisonnable de 1.000.000 F CFA et condamner la société Logistique Plus au paiement de ladite somme.

De l'exécution provisoire :

Abdoul Aziz Yayé Habi sollicite également d'assortir la présente décision de l'exécution provisoire ;

Aux termes de l'article 51 de la loi 2019 sur les tribunaux de commerce, l'exécution provisoire du jugement est de droit lorsque le taux de la condamnation est inférieur à cent millions (100.000.000) de francs CFA ;

En l'espèce, le taux de la condamnation prononcée étant inférieur au montant sus indiqué, il y a lieu de dire que l'exécution provisoire du présent jugement est de droit.

Des dépens

La société Logistique plus a succombé à l'instance ; ainsi, en application de l'article 391 du Code de procédure civile, elle sera condamnée aux dépens.

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale, en premier et dernier ressort :

- **Rejette l'exception de nullité de l'assignation et les fins de non-recevoir soulevées par la société Logistique Plus ;**
- **Déclare recevable Abdoul Aziz Yayé Habi en son action, régulière en forme ;**
- **Au fond, dit que l'immobilisation du camion de**

Abdoul Aziz Yayé Habi par la société Logistique Plus est abusive ;

- **Condamne, en conséquence, la société Logistique plus à payer à Abdoul Aziz Yayé Habi la somme de 6 600 000 F CFA en réparation du préjudice subi de ce fait ;**
- **La condamne également à lui payer la somme de 1.000.000 F CFA au titre des frais irrépétibles ;**
- **Déboute Abdoul Aziz Yayé Habi du surplus de ses demandes ;**
- **Dit que l'exécution provisoire est de droit ;**
- **Condamne la société Logistique plus aux dépens.**

Avis de pourvoi : un (01) mois devant la Cour d'Etat à compter de la signification de la décision par requête écrite et signée au greffe du tribunal de commerce de céans.

Ainsi fait, jugé et prononcé en audience publique le jour, mois et an que dessus

La Présidente

La greffière

Suivent les signatures :

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

NIAMEY LE 25/07/2024

LE GREFFIER EN CHEF P.I